

## NIGERIA

### THE NEWS et TEMPO

Un vieux contentieux entre militaires et médias  
Les principes fondateurs sous le feu de la dictature  
Répression croissante sous Abacha  
Les journaux étranglés par les militaires  
Les espoirs du nouveau régime civil  
Liens

#### Intro

**Le nouveau gouvernement civil du Nigéria, dirigé par Obasanjo, a invité les médias à assumer leurs "responsabilités", sans toutefois s'engager formellement à soutenir la liberté de presse. Mais aucun journaliste nigérian ne peut oublier que le général à la retraite, lorsqu'il avait abandonné son pouvoir dictatorial en 1979, avait placé à l'entrée de sa propriété une pancarte avec ces mots : « *Entrée interdite aux chiens et aux journalistes* ». Les différents régimes militaires ont d'ailleurs en commun d'avoir imposé la vie dure aux journaux qui refusaient de les courtiser. Au cours des deux dernières décennies, tous les médias indépendants ont souffert de l'arbitraire du pouvoir militaire mais aucun n'a souffert autant que la presse dite « de guérilla ». Plusieurs hebdomadaires dont *The News* et *Tempo* ont eu à payer un lourd prix depuis leur parution en 1992.**

#### Un vieux contentieux entre militaires et médias

Parmi tous les secteurs de la société nigériane qui ont milité pour mettre un terme au régime militaire, les médias ont payé le prix le plus fort, aux côtés des organisations de droits de l'homme et des militants politiques ou syndicaux. Une situation qui s'explique par le fait que les médias reflétaient les opinions des dissidents dans un pays qui ne bénéficiait pas des rouages habituels d'une société démocratique tels qu'un parlement. En raison du rôle clé des médias dans le débat et l'expression des voix prodémocratiques, les militaires en ont naïvement conclu qu'en brisant le miroir, ils viendraient à bout des dissidents ou des voix

critiques de l'opposition. Il n'en fut guère ainsi. Si leurs actions éclaboussaient temporairement le miroir, celui-ci, à peine sec, continuait de refléter la réalité...

En 1985, lors du coup d'état qui devait l'amener au pouvoir, le général Babangida s'attira la sympathie de la majorité des nigériens et des journalistes en adoptant une position favorable aux médias. Une des premières mesures fut d'annuler le fameux Décret 4 de 1984 que le régime précédent avait utilisé pour emprisonner deux journalistes du *Guardian* : Tunde Thompson et Nduka Irabor. Dans l'intérêt public, ces derniers avaient publié des documents gouvernementaux et refusaient de dévoiler leurs sources. Babangida leur exprima des excuses officielles. Ce geste, ainsi que d'autres, comme ceux d'appeler les journalistes par leur prénom ou de leur envoyer des cadeaux d'anniversaire, laissait supposer qu'il était un dictateur aimable et bienveillant, si du moins cela existe !

En 1990, alors qu'il avait déjà prolongé par deux fois la phase de transition vers un gouvernement civil, il était devenu l'ennemi public numéro un, comme les médias en témoignaient sans relâche. Le début des hostilités entre les journaux et Babangida remonte à octobre 1987 lorsqu'une lettre piégée avait causé la mort de Dele Giwa, rédacteur en chef du premier hebdomadaire nigérian *Newswatch*. Peu avant sa mort, le régime l'avait accusé de chantage et de port d'arme illégal.

En avril 1992, l'hebdomadaire *African Concord*, publié par Bayo Ononuga, porta un coup sévère à la junte de Babangida qui avait promis, une fois de plus, de déposer le pouvoir en 1993. Un numéro du magazine consacrait un dossier spécial où il énumérait les actions politiques et économiques du régime et leurs conséquences tragiques pour le pays. Alerté par ses agents, le régime saisit les 80.000 premiers numéros. Deux cents policiers entourèrent les locaux du *Concord Group of Newspapers*. Arme au poing, ils évacuèrent les membres du personnel et apposèrent les scellés sur les lieux. Pour éviter la cessation de ses publications et l'hostilité gouvernementale nuisible à ses intérêts économiques, l'éditeur MKO Abiola pria son rédacteur en chef de s'excuser publiquement auprès de Babangida. Onanuga refusa et choisit de démissionner. Quatre autres journalistes de l'*African Report*, Dapo Olorunyomi, Babafemi Ojudu, Kunle Ajibade et Seye Kehinde présentèrent également leur démission. Ce groupe de journalistes constitua l'équipe fondatrice de l'hebdomadaire **The News**, première publication d'un groupe qui détient aussi le magazine **Tempo**, le quotidien du soir **PM News**, **AM News** et le défunt **Tempo Football**.

## **Les principes fondateurs sous le feu de la dictature**

*The News* fut fondé en février 1993 sur base d'un principe résumé en ces termes: "*publiez la vérité et soyez condamnés*". Une telle attitude est risquée, même dans les meilleures circonstances. Et sous une dictature militaire, s'engager dans un journalisme d'investigation, à la poursuite d'idéaux démocratiques, relevait presque du suicide. Beaucoup s'interrogeaient sur la survie d'une revue qui, sans cesse, revendiquait ses principes fondateurs face à la junte. D'autres encore se demandaient quel homme d'affaire investirait dans le Independent Communications Network Limited, éditeur du magazine.

Au cours des premiers mois, trois fondateurs du *News* passèrent une semaine en prison pour avoir publié un article critique à l'égard d'un juge de la Cour Suprême de Lagos. Plutôt que de se soumettre à la leçon infligée par le juge, les journalistes profitèrent de leur emprisonnement pour réaliser un scoop, avec une interview du plus grand artiste africain, le musicien Fela Anikulakpo Kuti, qui était détenu dans la même prison qu'eux. Le courage des journalistes ainsi que l'affection du peuple pour Fela valut au magazine un surplus de sympathie chez beaucoup de nigériens.

En juin 1993, après quatre mois seulement de publication, *The News* fut interdit de par une décision gouvernementale mais le magazine poursuivit sa publication. Un décret officiel

autorisa alors les militaires à placer les locaux sous scellés. Les militaires ne supportaient plus son impertinence et l'aventure semblait bien être arrivée à son terme. Mais, déterminés à continuer, les éditeurs du *News* publièrent alors un nouveau titre, *Tempo* chez Bookmate Publications. Les militaires, furieux de cette stratégie, ripostèrent en saisissant la première édition de 50.000 exemplaires. Résolu à ne pas se laisser intimider, *Tempo* passa dans la clandestinité et ressortit une nouvelle édition. La population récompensa l'initiative en achetant des dizaines de milliers d'exemplaires. Pour la première fois dans l'histoire des médias du Nigéria, une revue importante se maintenait de façon clandestine, sur la seule base de ses ventes, et sans support publicitaire.

L'annulation des élections du 12 juin 1993 par le général Ibrahim Babangida mobilisa l'opposition nigériane. *Tempo* publia des interviews de leaders de l'opposition, de militants et de groupes combattant pour les droits de l'homme en donnant un large écho à leurs activités, démarche impensable pour les autres publications. Les agents du gouvernement poursuivaient les vendeurs et distributeurs. Mais ni les attaques ni les arrestations ne venaient à bout de la détermination des éditeurs et journalistes du *Tempo*. Au terme de l'application du décret interdisant le *News*, le gouvernement ne prit même pas la peine de le renouveler. L'aventure du magazine fit comprendre à d'autres journalistes qu'il était possible de publier un journal sans disposer de bureaux officiels permanents et on assista à la naissance de plusieurs publications prêtes à défier les militaires. L'une s'appellait même *June 12*, en référence à l'annulation par les militaires des élections gagnées par Abiola, ancien compagnon de Babangida.

Durant les six mois de troubles et de manifestations consécutifs à l'annulation des élections, *The News* et *Tempo* continuèrent de se renforcer. Avec d'autres publications courageuses, ils donnaient une voix à l'opposition et réfutaient les mensonges des médias officiels. Au cours de cette période, plusieurs publications furent interdites, y compris tous les titres détenus par MKO Abiola comme *Concord Press* ou *Punch Newspapers* ainsi que deux journaux officiels qui avaient tenu des propos nuancés. Les stations de radio aux mains du gouvernement se virent aussi interdire certaines émissions pour avoir reflété les opinions de journaux bannis. Paradoxalement, l'interdiction de ces publications renforça encore l'intérêt pour *Tempo* qui devait souvent procéder à plusieurs réimpressions pour suivre la demande.

Fatigué de poursuivre des journaux insaisissables, le gouvernement recourut alors à l'impression de fausses éditions, conseillant de supporter le régime, dans l'espoir de détourner les lecteurs. La confusion ne dura guère et les lecteurs ne se laissèrent pas davantage abuser, faisant capoter cette ruse gouvernementale.

En août 1993, sous la pression de la rue, le général Babangida dut abandonner le pouvoir. Son chef d'état-major, le général Sanni Abacha, se proclama chef de l'Etat. Comme Babangida avant lui, une des premières mesures fut d'annuler l'interdiction des publications et la censure sur les radios. Mais cette fois, Abacha ne fit croire à personne qu'il était un vieil ami des médias.

### **Répression croissante sous Abacha**

Si le général Babangida était considéré comme l'ennemi des médias, Abacha devint rapidement leur pire cauchemar. Plusieurs publications furent à nouveau interdites et plus d'un millier de journalistes se retrouvèrent sans emploi. Onanuga riposta en lançant l'hebdomadaire *AM News*. Sous le régime d'Abacha, les médias étaient considérés comme des ennemis contre lesquels l'appareil militaire devait se renforcer. Les arrestations arbitraires, les détentions et les saisies ne semblaient pas suffire. Les hommes de main d'Abacha se distinguaient par des méthodes qui, même en temps de guerre, auraient été contraires à la Convention de Genève. Familles de journalistes prises en otages, incendies volontaires,

actions de commandos avec enlèvements, arrestations de journalistes aux aéroports ou postes de frontière. Ce genre de pratique devenait d'une banalité quotidienne. Et quand ce n'était pas suffisant, il était courant de recourir à des procès ou inculpations forgées de toutes pièces ou même à l'assassinat.

En 1995, après des dizaines de descentes de police et de nombreuses saisies de numéros, le régime planifia l'élimination ou la neutralisation définitive des personnes qui semblaient nécessaires à la survie des publications rebelles. Ayant eu vent de ce qu'un groupe d'assassins était à sa recherche parce qu'il avait publié une série d'articles mettant en cause des officiers haut-gradés et des documents secrets, Dapo Olorunyomi, rédacteur en chef du *Tempo* et de *News*, parvint à quitter le pays. Le rédacteur du *News*, Kunle Ajibade, n'eut pas la même chance. En mai 1995, il se retrouva devant un tribunal militaire pour avoir soi-disant encouragé et aidé un coup d'état militaire contre le régime. Trois journalistes travaillant pour les magazines *Tell*, *TSM* et *Classique* partagèrent son sort. Ce fut la première fois qu'on invoqua un prétendu crime de "complicité pour trahison". Les arrestations firent suite à des articles dénonçant la mise aux arrêts de plusieurs officiers complices d'un coup d'état imaginaire. Le procès et la condamnation d'Ajibade et de ses confrères à la prison à vie ne dura que quelques minutes et se révéla être une farce totale. Pour éviter un sort semblable, le rédacteur en chef Bayo Onanuga et d'autres journalistes passèrent dans la clandestinité. En décembre 1995, des agents présumés du régime jetèrent des bombes dans l'un des bureaux du *Tempo*. Les journalistes des publications visées évitèrent alors les bâtiments du gouvernement car l'un d'entre eux, accrédité auprès de la Défense nationale ainsi que d'autres correspondants régionaux avaient été arrêtés dans des locaux officiels. Simultanément, leurs accréditations auprès du ministère de la Défense, de la Bourse et d'autres institutions leur furent retirées, alors que depuis longtemps leur présence au palais gouvernemental était indésirable. De plus, on conseilla à plusieurs imprimeurs de ne plus accepter *The News*, *Tempo* ou *Tell* s'ils voulaient éviter des conséquences fâcheuses.

Les journaux étaient sous pression constante. Mais ils n'en continuaient pas moins de paraître. Incapable de comprendre comment les journalistes pouvaient endurer pertes commerciales et persécutions, le régime affirma alors qu'ils étaient soutenus par des gouvernements étrangers. En 1997, le régime signa secrètement un décret anti-terroriste visant les publications qui donnaient un éclairage positif aux figures de l'opposition. Mais le décret fut ignoré et n'eut aucun effet.

En novembre 1997, la chasse aux journalistes s'intensifia et un autre fondateur-rédacteur, Babafemi Ojudu, fut arrêté à la frontière du Bénin, à son retour d'une conférence au Kenya. Il passa huit mois en prison. Bayo Onanuga décida, lui, de partir à l'étranger pour échapper aux agents du régime. Malgré deux rédacteurs en prison, deux en exil et d'autres encore dans la clandestinité, les journalistes continuaient de publier comme s'il étaient en état de siège. Dans sa rage, le 21 avril 1998, le régime ordonna des descentes de police sur les lieux de trois rédactions et en expulsa le personnel, arme au poing. L'anecdote suivante pourrait résumer l'attitude du régime d'Abacha envers les médias. Alors qu'avec ses conseillers il épluchait la presse et préparait la riposte de la junte, Abacha aurait décrit la lecture de la presse comme "une perte de temps", dans la mesure il ne lisait jamais rien de favorable à son égard. Logiquement donc, toute publication qui le critiquait était un ennemi à abattre.

### **Les journaux étranglés par les militaires**

*The News*, *Tempo*, *PM New* et *AM News* l'ont appris à leur dépens, plus encore que d'autres. Outre les nombreux harcèlements auxquels ils devaient faire face, leurs journalistes étaient interdits dans les ministères et les organismes parastataux tandis que les sociétés dépendant du gouvernement étaient sommées de ne leur accorder aucune publicité. La première victime

de cette politique d'étranglement fut *AM News* qui cessa de paraître après dix-huit mois d'existence.

Le rédacteur en chef Onanuga expliquait ainsi en novembre 1997 "*qu'un quotidien national revient très cher : véhicules de distribution, quantités de papier journal à prévoir, quel que soit le résultat des ventes...Cela représente des dépenses énormes*". Des dépenses qui furent trop lourdes pour le groupe de presse. Le ministre de l'Information annonça : "*nous avons tué AM News...et The News le suivra bientôt dans la tombe*". Fidèle à cette logique, une opération combinée de la police et des forces armées saisit tout le matériel informatique en avril 1998. Le gouvernement, auquel s'ajoutaient quelques critiques bienveillants du *News* et de *Tempo* les ont parfois accusés de publier du sensationnel et de ne pas vérifier les faits avant de les publier. Mais il est difficile, sinon impossible, de confirmer des faits avec un gouvernement qui traite les médias en ennemis.

La mort du général Sanni Abacha en juin 1998 provoqua la liesse de la population entière. Pour la plupart, elle signifiait un "relâchement" des hostilités, une sorte de paix inquiète. Mais pour *The News*, *Tempo* et *PM News*, ce n'était qu'une autre phase du cauchemar. Tout en déclarant qu'il voulait présider à la démocratisation du pays avant le passage de pouvoir en mai 1999, le général Abdulsalam Abubakar imposait aussi sa loi aux médias. Le 18 août 1998, le chef des forces spéciales anti-terroristes Zakari Biu annonçait que James Bagauda Kaltho, le correspondant du *News* à Kaduna, déclaré disparu depuis 1996, était mort dans l'explosion d'une bombe qu'il était en train de placer . Il ajoutait que les éditeurs de Bagauda étaient impliqués dans l'attentat. Une série de conférences de presse, d'articles et de réactions publiques permit de réduire à néant le scénario de Biu et mettre en échec une campagne visant l'arrestation et le jugement des éditeurs du magazine pour terrorisme, ainsi que leur silence définitif.

En 1997, année où le général Abacha préparait ouvertement sa propre succession, le bilan des militaires était lourd : 94 journalistes collaborateurs des médias furent agressés à différentes reprises et 32 d'entre eux travaillaient pour les journaux *The News*, *Tempo* ou *PM News*. Au plus fort de cette campagne anti-médiatique, en 1997 et 1998, 14 des 26 journalistes emprisonnés appartenaient au même groupe. Parmi ces derniers, on trouvait aussi la plus forte proportion de journalistes en clandestinité ou en exil. Jamais on n'a vu dans l'histoire du Nigéria un groupe de presse victime d'autant de saisies. Et parmi les quatre journalistes assassinés dans des circonstances incriminant le régime, se trouve un correspondant du *News*, Bagauda Kaltho. Des vingt trois décrets destinés à museler la presse et la liberté d'expression, au moins la moitié ont été utilisés, d'une façon ou d'une autre, contre *The News*, *Tempo* et d'autres titres du groupe.

### **Les espoirs du nouveau régime civil**

Le nouveau gouvernement civil dirigé par Obasanjo a prêté serment le 29 mai 1999. Aussitôt, il invitait les médias à assumer leurs "responsabilités", sans toutefois s'engager formellement à soutenir la liberté de presse. Mais aucun journaliste nigérian ne peut oublier que le général à la retraite, lorsqu'il avait abandonné son pouvoir dictatorial en 1979, avait placé à l'entrée de sa propriété une pancarte avec ces mots : "Entrée interdite aux chiens et aux journalistes". Et le fait qu'il regagne le pouvoir grâce à une série de manipulations ne plaide pas en faveur de ses convictions démocratiques. Le seul indice positif quant à sa plus grande tolérance vis-à-vis de la liberté de la presse réside dans le fait qu'il a lui-même été victime d'un coup monté par le général Abacha et qu'il a séjourné en prison avec des journalistes qui avaient dénoncé l'affaire. Dans un éditorial du 10 juin, *Tempo* écrivait que "*son emprisonnement sous le régime draconien du général Sami Abacha laisse supposer qu'il connaît les deux revers de la médaille*".

En signe de reconnaissance à la ténacité de la presse sous les dictatures précédentes, un des premiers gestes du nouveau gouverneur de l'Etat de Lagos, Bola Tinubu, fut de rebaptiser le Centre de Presse Abacha sous le nom de Baguada Kaltho Press Centre. Un geste symbolique qui augure d'une politique de réconciliation avec la presse même si la vigilance reste de mise. En réponse à une question posée en juillet 1999 quant au changement de politique éditoriale de ses publications suite à l'émergence d'un pouvoir civil, le rédacteur en chef de *News*, *Tempo* et *PM News*, Bayo Onanuga, répondit en ces termes : "*Nos principes demeurent inchangés, comme notre vision des devoirs du journalisme dans toute société*". Il ajoutait aussi : "*nous devons donner notre appui au projet démocratique en cours depuis peu..., et exposer les faits le plus honnêtement possible afin de ne pas abuser nos lecteurs. Si des choses ne vont pas bien, nous le disons, tout en reconnaissant que les civils peuvent commettre des erreurs ou des faux pas, cela fait partie de l'apprentissage. Nous affirmerons aussi qu'il n'y a aucune justification à une intervention militaire dans notre société et nous ferons notre possible, avec les autres médias nigériens, pour entretenir un processus démocratique suffisamment fort et capable d'empêcher l'arrivée au pouvoir d'une autre junte militaire...*"

***Rotimi Sankore est un journaliste nigérian vivant actuellement en Europe. Secrétaire fondateur de la Nigerian Journalists for Democratic Rights (JODER) et ancien Secrétaire du Lagos Council of the Nigeria Union of Journalists, il a collaboré avec plusieurs organisations internationales (International Federation of Journalists et Reporters Sans Frontières). Actuellement consultant pour le programme Afrique de ARTICLE 19, le Centre International Contre la Censure.***

## **Liens**

- ***Media Rights Agenda*** pour toutes les questions relatives au droit des médias au Nigéria : <http://www.internews.org/mra/> (et aussi <http://www.internews.org/nigeria/> )

- ***Independent Journalism Centre*** est un centre de presse indépendant au Nigéria : <http://www.kilma.com/mediamonitor/>

- ***ARTICLE 19*** pour les questions de censure et d'atteinte aux droits de la presse : <http://www.gn.apc.org/article19/>

- Pour la consultation d'articles sur ***The News/ Tempo*** : [www.indexoncensorship.org/news/Nigeria141197.html](http://www.indexoncensorship.org/news/Nigeria141197.html) - [www.dfn.org/Voices/Africa/nigeria/magazine.html](http://www.dfn.org/Voices/Africa/nigeria/magazine.html)